



Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

Madagascar Résistance

Lettre numéro 43 –décembre 2010

Le triomphe des dictatures ?

Ce 21^{ème} siècle sera-t-il celui du triomphe des dictatures dans le monde ? Angoissante question. Une question que l'on n'aurait pas imaginé pouvoir se poser après la défaite des régimes fasciste et nazi en Europe à l'issue de la seconde guerre mondiale et après l'effondrement de l'URSS. **Et cependant, cette question peut se poser aujourd'hui, car il flotte de nouveau sur tous les continents une ambiance malsaine : les discours xénophobes, racistes et liberticides resurgissent et même s'amplifient aux Etats-Unis, en Europe, au Moyen Orient, en Asie et en Afrique.**

LES VALEURS DEMOCRATIQUES SONT MAL DEFENDUES PAR LEURS « CHAMPIONS »

L'histoire nous montre que de tels discours ont souvent amené à l'instauration de régimes dictatoriaux, notamment dans les Etats où les valeurs et la culture démocratiques n'ont pas eu le temps de s'enraciner profondément. Ce qui est aujourd'hui le cas pour la majorité des pays de notre planète. **Les Etats-Unis et l'Europe, puissances dominantes du 20^{ème} siècle après l'effondrement de l'URSS, étaient apparus au reste du monde comme les « champions » (dans le sens de « défenseurs ») des valeurs démocratiques.** Et malgré les critiques légitimes que l'on pouvait émettre sur la démocratisation à marche forcée qu'ils imposèrent à certains pays, sans tenir compte de leurs réalités historiques, économiques et sociales, aboutissant ainsi à une perversion de la démocratie, **le respect des droits humains, de la liberté individuelle, ainsi que la nécessaire redevabilité des dirigeants politiques devant leurs citoyens, étaient devenus des aspirations communes à tous les peuples.** Or, en cette fin de la première décennie du 21^{ème} siècle, **la Chine, désormais première puissance mondiale, est porteuse, elle, d'un modèle opposé à ces aspirations démocratiques.** Ce qui risque fort de conforter les dirigeants des nombreux pays non démocratiques qui se trouvent aujourd'hui sur tous les continents, que ces pays soient émergents ou encore sous-développés. De plus, la détermination des démocraties occidentales à défendre fermement leurs valeurs morales, sociales et politiques est affaiblie de l'intérieur par les tenants des thèses fascistes ou néonazies qui retrouvent un terreau favorable à leur propagande, avec les retombées aux Etats-Unis et en Europe de la crise née des excès du capitalisme financier, mais aussi du nouveau rapport des forces économiques au niveau mondial. **Mais plus que les extrémistes, c'est le cynisme des gouvernements occidentaux et la perte de crédibilité qui en résulte, qui est le plus grand ennemi intérieur des valeurs démocratiques de leurs pays.**

(Voir en encadré l'article du Canard enchaîné en date du 15/12/2010)

« Africanophiles, encore un effort !

Impressionnante, la mobilisation internationale, de l'ONU à la France, en passant par Washington et Moscou, sur la Côte d'Ivoire, pour défendre Ouattara (gratifié de 54% des voix) contre le mauvais perdant Gbagbo. C'est à peine si l'on s'est aperçu que, dans la même Afrique, deux autres scrutins nationaux suscitaient – pour leur déroulement et leur résultat presque stalinien – les doutes des experts et des démocrates. En Egypte, le parti au pouvoir a remporté – presque sans rival – 95% des voix aux législatives. Au Burkina Faso, le président Compaoré, sacré à la faveur d'un putsch, vingt-trois ans plus tôt, s'est fait réélire avec plus de 80% au premier tour... Cette année, les présidentielles, pimentées de lourdes irrégularités au Soudan (en avril) et au Togo (en février), n'ont pas soulevé de tempêtes diplomatiques. Pas plus, en 2009, que les scores mobutuésques obtenus par les chefs d'Etats sortants du Congo (70%), d'Algérie (90%) et de Tunisie (89,6%). Sans parler du Gabon, où, selon divers spécialistes, dont un ex-conseiller Afrique de Chirac, « on a inversé les scores des candidats arrivés premier et deuxième ».

Bien sûr, une poussée de vigilance démocratique de temps en temps vaut mieux que pas de poussée du tout. Mais pour les peuples des autres pays, dans lesquels l'élection est une parodie, le sentiment d'abandon n'est que plus grand. Quant aux rares Etats africains qui jouent le jeu – Ghana, Bénin, Mali, Sénégal, Guinée -, ils doivent se sentir de plus en plus isolés... » J. F. J.

CESSER DE JOUER AVEC LES VALEURS DEMOCRATIQUES SOUS PEINE DE LES CONDAMNER A DISPARAITRE

Cet article du Canard enchaîné rejoint ce que nous écrivions dans notre Lettre n°41 sous le titre « Le respect des électeurs n'est pas le même pour Paris selon que l'on se trouve en Côte d'Ivoire ou à Madagascar ».

Toutefois, l'absence de Madagascar parmi les rares Etats africains cités par cet hebdomadaire - pourtant parmi les mieux informés de France - comme ayant joué le jeu de la démocratie, illustre à quel point l'omerta imposé par Paris sur le combat des démocrates malgaches est efficace. En effet, les Malgaches ont non seulement joué le jeu, mais ils l'ont fait par une opposition à l'oppression à la fois déterminée et non violente dès 1972, ensuite en 1991 et enfin en 2001 et 2002. Cette lutte non violente, rarissime dans le monde actuel, et qui a permis l'instauration de régimes démocratiques entre 1992 et 1996 et entre 2002 et 2009 mérite d'être rappelée.

La même omerta est de nouveau appliquée aujourd'hui pour protéger les auteurs du coup d'Etat de 2009 à Madagascar, ce qui n'a pas permis au Canard enchaîné de disposer des informations pour faire figurer le récent référendum constitutionnel, organisé par les putschistes malgaches contre la volonté des opposants et celle de la communauté internationale, dans le sombre palmarès des mauvais coups portés à la démocratie.

Dans notre précédente Lettre, nous nous élevions également contre cette iniquité de « la vigilance démocratique » de la part de la communauté internationale. (Voir encadré ci-dessous).

« La différence de traitement entre le cas actuel de la Côte d'Ivoire et celui de Madagascar démontre la capacité de la France à peser dans les décisions internationales en matière de sanctions : presque deux années après le coup d'Etat à Madagascar, et en dépit de la condamnation unanime de la communauté internationale, seule l'Union Africaine a appliqué le gel des avoirs et le refus de visa à l'encontre des auteurs du coup d'Etat et de ceux qui les soutiennent. On crie au scandale (et cela en est un) devant les agissements de la Haute Cour Constitutionnelle ivoirienne à la solde de Gbagbo, mais des élus français en service commandé se font les défenseurs zélés d'un référendum constitutionnel manipulé de bout en bout par les putschistes malgaches. (Voir nos Lettres n°36 et 39). Outre les sanctions financières globales d'usage, les sanctions individuelles sont tombées immédiatement sur Gbagbo et les membres de son gouvernement sous forme de gel de leurs avoirs en Europe et aux Etats-Unis, mais les putschistes malgaches ainsi que leurs conseillers et hommes de main circulent librement en Europe et en Amérique du Nord. Leurs avoirs n'ont pas été gelés et ils ont eu largement le temps de mettre leurs biens mal acquis à l'abri dans des pays amis comme la France ou dans des paradis fiscaux. » (Madagascar Résistance n°42 – décembre 2010)

LES VALEURS DEMOCRATIQUES PEUVENT ET DOIVENT SURVIVRE

Selon Churchill, « La démocratie est un mauvais système, mais c'est le moins mauvais de tous ».

Vouloir être libre de penser, d'agir, de s'exprimer, de choisir ses représentants et ses dirigeants, cela a toujours été et restera toujours le désir de toutes les femmes et de tous les hommes. Cette volonté a soutenu tous leurs combats depuis la nuit des temps, sur tous les continents, par delà les différences de races, de cultures et de religions.

Ce besoin fondamental de liberté nous paraît aujourd'hui de nouveau gravement menacé dans le contexte économique et politique mondial qui prévaut. Et comme nous l'avons déjà écrit, les Africains nous paraissent être parmi les plus vulnérables, face à ce retour en force des adversaires de la démocratie dans le monde.

Alors, de deux choses l'une : soit les Etats-Unis et l'Europe démocratique (car une partie de l'Europe ne l'est pas) veulent voir leurs valeurs sociales et politiques survivre, soit ils se résignent à leur disparition progressive.

Le premier cas de figure ne sera possible que si d'autres peuples, à travers le monde, les partagent et les défendent de concert avec eux. Par contre, si les Etats-Unis et l'Europe démocratique se transforment en îlots entourés d'une marée de pays aux valeurs contraires, ils seront submergés par le nombre.

Voilà pourquoi ils doivent cesser de considérer les pays non encore émergents, notamment en Afrique, comme de simples réservoirs de matières premières dont ils pourraient continuer à jouer impunément à leur guise. Car cette « Realpolitik » qui pousse aujourd'hui les Etats-Unis et l'Europe à pratiquer le « deux poids, deux mesures » face aux atteintes aux droits de l'homme, les amène en réalité à faire discréditer leurs propres valeurs démocratiques, ce qui relève d'une vision très courte et suicidaire de leur intérêt vital.

Leur intérêt, à terme, est au contraire d'aider ces pays non encore émergents à devenir des partenaires dans tous les domaines.

Des partenaires dont le poids économique leur permettrait alors de faire entendre des voix alliées dans la lutte qui s'annonce entre les tenants de la démocratie et ses adversaires au niveau mondial.

Les Inconditionnels de Madagascar,
À l'Île de la Réunion